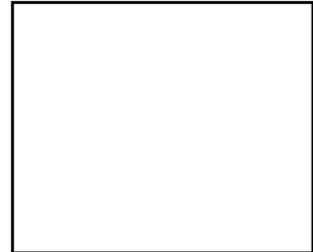


Paris, nuit du jeudi 24 au vendredi 25 mars 1949

Lettre n°1259



Monsieur,

STAT

Nous n'en avons pas fini avec les "libérations" de hautes personnalités soviétiques. C'est maintenant le tour de Boulganine, de qui Moscou annonce cette nuit qu'il n'est plus Ministre des Forces armées Soviétiques et qu'il est remplacé par le maréchal Vassilevski, qui fut le Chef d'Etat-major général de l'armée rouge et qui est l'un des plus grands stratèges de l'URSS. Boulganine reste cependant l'un des vice-présidents du Conseil. Lui aussi est Maréchal, mais ce n'est pas un soldat de carrière. Il fut à l'origine directeur d'une fabrique de machines électriques, puis président de la Banque d'Etat. Bref, c'est un politique avant que d'être un militaire et son remplacement par Vassilevski, alors qu'il faisait depuis quelque temps figure de Dauphin, va sans aucun doute être interprété comme une victoire de la tendance de l'armée sur la tendance politique. Ce n'est cependant pas une certitude tellement absolue. Il est en effet tout à fait normal - et on le considérerait comme tel si la mutation était effectuée dans un pays moins hermétique, moins mystérieux que l'URSS - il est normal que, dans une période de tension internationale, on éprouve le besoin de remplacer à la tête des Forces Armées un Maréchal plus ou moins de fantaisie par un technicien qui a fait ses preuves. Rappelez-vous en effet que Vassilevski est ce militaire qui tint en échec l'armée allemande, ses avions, ses chars, ses blindés, en réorganisant l'artillerie soviétique, en la motorisant et en la tractant.

L'URSS prend, depuis quelques semaines, toutes les mesures propres à faire craindre à ses éventuels adversaires qu'elle s'appête pour le conflit. Même les petits incidents albanno-yougoslaves de ce matin paraissent bien entrer dans ce cadre de la guerre froide. Toutefois, on commence à s'apercevoir que bien des informations ont été gonflées et souvent avec la complicité des Russes eux-mêmes. Il en fut ainsi pour les mouvements de troupes dont il fut question il y a une quinzaine. Renseignements pris, recoupements effectués, là où l'on a parlé de 3 Divisions, il n'y avait guère que 3 bataillons et là où il fut question d'escadres aériennes n'évoluaient en réalité que quelques avions. Le jour où Molotov a été libéré de son Ministère des Affaires étrangères, je vous ai écrit qu'il n'était pas exclu que cette mesure fût prise précisément pour intriguer et pour inquiéter. Depuis, les mesures du même ordre se sont succédées, accompagnées de déplacements de troupes; mais le tout a été échelonné sur plus de quinze jours. S'il s'agissait réellement d'un remaniement ministériel, toutes les décisions auraient été signifiées vraisemblablement en même temps.

Mais à ce crescendo établi pour provoquer la peur, les Occidentaux ripostent de pareille façon. Les Ministres de la Défense nationale des Cinq puissances du Pacte de Bruxelles se réuniront à La Haye le 27 avril pour examiner le rapport que prépare actuellement à Londres le "Conseil de la Défense des Cinq". Ce Conseil, de contexture militaire, dans lequel la France est représentée par De Lattre et par Jeaujard et qui étudie plus particulièrement en ce moment la question de la production de matériel et d'équipement. Aussitôt prêt, le plan sera soumis aux Etats-Unis, mais d'ores et déjà le Conseil des Cinq aurait préparé le plan de grandes manoeuvres aéro-navales qui se dérouleraient au cours de l'été prochain dans la Manche et dans la Mer du Nord. Ces manoeuvres auraient pour thème : une tentative de débarquement sur la côte sud anglaise. .... /

Sur ce plan, tout est - au moins en apparence - fort harmonieusement conduit et c'est heureux, puisque l'idée directrice de la politique étrangère américaine semble bien actuellement de ne laisser aucun doute aux Russes quant à la résolution et à la force occidentales. Ce peuple héuif a redécouvert l'ancien "si vis pacem...". Il n'est qu'un point sur lequel les choses ne vont guère entre les Alliés; c'est l'affaire allemande et, singulièrement, le problème des démantèlements d'usines. Une espèce de compromis est intervenu entre Londres et Washington au sujet des Chantiers navals allemands (construction de navires de commerce d'un maximum de 7000 T. et d'une vitesse maxima de 12 noeuds). L'ensemble de la question des démantèlements n'est pas réglé pour autant. En dépit des précautions oratoires et des euphémismes employés dans les commentaires officiels et officieux, il est maintenant avéré que les négociations laborieusement menées à Londres depuis si longtemps viennent d'aboutir à un échec et qu'on peut les considérer comme rompues. Bevin, Schuman et Acheson en discuteront le mois prochain à Washington.

Vous avez vu dans ma "journée en bref", à la lecture de quelques phrases prononcées par le Président du Conseil parlementaire de Bonn, le Dr. Adenauer, que le nationalisme des Allemands reparaît et que l'idée d'une coupure de l'Allemagne en deux leur est particulièrement odieuse. Unité de l'Allemagne et évacuation de son territoire par les troupes d'occupation, tels sont les objectifs de tous les Allemands, à quelque parti qu'ils appartiennent. On notera que, pour la première fois, Nadolny, qui fut ambassadeur d'Allemagne à Moscou et qui arriva de zone soviétique, a pu prendre contact hier avec les dirigeants allemands de la zone occidentale. Jusqu'à présent, ces derniers s'étaient refusés à converser avec lui.

Voici d'ailleurs que revient en scène une vieille connaissance, l'ancien Ministre Hjalmar Schacht, qui, dans une interview accordée aujourd'hui au "Giornale d'Italia" fait profession d'occidentalisme et reconnaît volontiers les bienfaits du plan Marshall, mais réclame aussitôt pour "l'Italie et l'Allemagne, qui sont, dit-il, l'épine dorsale de l'Europe" des conditions de vie économique "justes et équitables". Ce sont vraisemblablement ces aspirations allemandes et le désir de ne pas voir l'Allemagne déguer par l'ouest se tourner vers l'est qui incitent les Etats-Unis à adopter dans l'affaire des démantèlements une attitude pleine de mansuétude.

Il est par ailleurs remarquable que Schacht, dont on connaît la valeur technique et l'adresse politique, éprouve le besoin d'accorder une interview à un journal italien et d'évoquer à sa façon un axe Berlin-Rome quarante huit heures avant la signature du Traité d'Union douanière franco-italienne. Je sais bien qu'on ne prête qu'aux riches, mais si Schacht avait l'intention de durcir la position italienne, il n'agirait pas autrement. C'est donc samedi que doit être signé le traité franco-italien d'Union douanière. En annexe de ma lettre du 4 février, je vous ai communiqué le texte du projet tel qu'il était rédigé à l'époque. On m'assure qu'aucune modification importante n'est intervenue depuis, c'est-à-dire que les délais-guillotine mentionnés par le projet vont d'ici peu être entérinés : une année pour établir l'Union douanière; 6 années au maximum pour réaliser l'Union économique. Des mesures compensatoires, notamment des taxes, permettront, dit le texte du projet, de compenser, à titre exceptionnel et provisoire, la différence des charges résultant de la disparité des législations, jusqu'à ce que celles-ci soient harmonisées et d'atténuer les effets de la suppression des restrictions quantitatives. Ces taxes compensatoires pourraient d'ailleurs, aux termes des dernières discussions, être rétablies à tout moment par l'un des deux signataires, même après l'expiration des délais impartis, si la nécessité s'en imposait pour un quelconque produit.

Ce serait la sagesse même, car l'harmonisation des conditions économiques et fiscales ne suffira pas à mettre les producteurs français et italiens sur un pied d'égalité. Le marché du travail, par exemple, ne sera jamais le même du fait des différences entre les deux pays, non

seulement au point de vue de la natalité, mais aussi à celui des conditions de vie. Au reste, il est probable que les députés méridionaux représentant les intérêts frustrés de nos viticulteurs, que les représentants algériens de nos colons Nord-Africains, pour ne citer que ceux-là, interviendront au Parlement aux fins d'obtenir la révision du traité d'Union, s'il n'est pas suffisamment souple pour permettre aux producteurs français de se défendre. Je vous ai déjà écrit que nos deux économies ne sont pas complémentaires, mais le plus souvent concurrentielles. La France a toujours eu tendance à surestimer la force politique de l'Italie et à négliger sa force économique. C'est là l'erreur fondamentale des relations franco-italiennes. Il semble que, cette fois-ci encore, on ait commis cette erreur. S'il en est ainsi, c'est chose grave, car cette Union est généralement considérée comme le premier pas dans la voie de l'Union européenne qui est l'un des principaux objectifs de l'ERP. Il serait nuisible pour la suite de commencer par un faux pas.

paul dehème

SUR LE MARCHÉ PARALLELE, on a coté aujourd'hui : NAP. 4250; CROIX 4050 EAGLE 1005; SOUV. 5100.- LIVRE 1175 à 1180; DOLLAR 380 à 382; FRANC : suisse 94, belge 7,25. PESETA 10,25.- LINGOT 590.000. BARRE non cotée. Ce sont surtout des ventes de province qui ont entretenu, au début de la séance, la faiblesse du marché. En fin de journée, des achats d'origine professionnelle ont permis un redressement des cours et, après la clôture, on demandait de Napoléon à 4350, la Croix à 4150, l'Eagle à 1025 et le Lingot à 600.000.-

----- La Commission du Travail de la Chambre américains des Représentants a adopté, par 15 voix contre 10, un projet de loi abrogeant en grande partie la loi Taft-Hartley et remettant en vigueur la plupart des clauses de la loi Wagner.

----- C'est à partir du 1<sup>er</sup> Mai que seront délivrées, par les soins de la Caisse Nationale de l'Energie, les Obligations Charbonnages de France destinées à indemniser les porteurs de valeurs houillères nationalisées.

----- Bruce, directeur-adjoint de l'ECA a annoncé qu'une division pour le développement des colonies serait créée au sein de l'ECA. Ce service sera dirigé par M. Bowman, ancien Président de l'Université John Hopkins.

----- La Commission des Affaires étrangères du Parlement Libanais vient d'approuver une Convention conclue avec la Compagnie Française des Pétroles, pour l'aménagement d'une raffinerie dans le nord du Liban. La Chambre libanaise examinera prochainement cette Convention.

(Comprimé des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

**FRANCE.** -- Le R.P.F fait aujourd'hui connaître sa position pour le 2<sup>o</sup> tour des cantonales. Maintien dans la majorité des cas et, lorsque le candidat n'aura aucune chance, se démettre (sans se désister pour quiconque) en laissant le choix à l'électeur de faire échec aux communistes en portant leurs voix sur qui bon leur semblera. Donc, et on insiste là-dessus au RPF, pas de "marchandage avec les partis". Le Rassemblement a, d'autre part, complété ses statistiques du premier tour. Il ressort des chiffres qu'il publie que le nombre des élus ayant reçu son investiture s'élève à 281 (soit deux de plus qu'il n'était annoncé la veille).

- M. Thorez se trouvait dans le Nord. Il s'est élevé contre les adversaires de mauvaise foi" qui, a-t-il dit, "présentent comme un échec communiste un scrutin qui nous donne 150.000 suffrages de plus qu'aux élections correspondantes de 1945 et nous fait passer de la deuxième à la première place alors que les socialistes perdent 500.000 voix."

- Pour remplacer M. René Fiquet, conseiller municipal de Paris et Conseiller général de la Seine, déclaré démissionnaire d'office, la Commission de Recensement a proclamé élue Mme Hélène Vivier-Ribière, qui suivait M. Fiquet sur la liste RPF aux élections de 1947. Mais de ses colistiers demandent son invalidation.

- Un protocole a été signé entre experts français, anglais, américains et du Benelux portant ratification de la frontière occidentale de l'Allemagne rectifications mineures portant sur moins de 150 kms carrés et intéressant quelque 12.000 habitants.

- Les opérations se poursuivent dans le Nord du Tonkin contre des bandes du Vietminh et des communistes chinois. "Les bandes sino-vietminiennes, déclare un communiqué de l'Etat-major d'Extreme-Orient, après avoir été contenues dans la montagne, ont été arrêtées sur nos positions de défense" On ne précise pas où se trouvent ces positions de défense par rapport aux montagnes du Haut Tonkin.

- Le Bilan hebdomadaire de la Banque de France fait ressortir une diminution de la circulation fiduciaire de 14.441 millions. La circulation est de 1.004.748 millions.

- L'inspection générale de l'armée de terre et l'inspection générale des forces armées ont été supprimées.

**ALLEMAGNE.** -- Le Dr. Adenauer, président du Conseil parlementaire de Bonn, a prononcé à Berne, devant le groupe suisse de l'Union interparlementaire, un discours à sensation: "Ce n'est pas le peuple allemand, a-t-il affirmé, mais la Wehrmacht qui a capitulé sans condition en mai 1945". Il s'est élevé vivement contre la division de l'Allemagne et a conclu que les Allemands n'abandonneraient jamais Berlin et ne reconnaîtraient jamais la ligne Oder-Neisse.

**PACTE ATLANTIQUE.** -- Bevin et Spaak ont quitté leurs capitales pour Washington où ils vont être rejoints par leurs collègues signataires du Pacte Atlantique. De son côté, la Chambre Danoise a adopté le projet d'adhésion par 119 voix contre 84 et 1 abstention. Il ne fait aucun doute que le Sénat suivra la même voie aujourd'hui. Cependant, "la séance continue" au Sénat italien.

**BELGIQUE.** -- La situation politique belge paraît en voie d'apaisement. A l'issue d'une réunion du Conseil général du parti socialiste, on déclarait dans les milieux politiques que le gouvernement pouvait se considérer comme reconduit et que les élections pourraient bien ne pas avoir lieu avant octobre.

**ETATS UNIS.** -- Le général Revers poursuit sa visite aux USA. Il s'est longuement entretenu avec le général Omar Bradley, chef d'état-major de l'armée américaine, puis avec M. Forrestal, secrétaire à la Défense, auxquels il a exposé les besoins militaires de la France.

(Journée en bref 1259 /2.-)

ETATS UNIS (suite) A l'occasion de l'ouverture à New York de la Conférence scientifique et culturelle pour la Paix mondiale, le département d'Etat publie un rapport sur les relations culturelles entre les deux pays et dans lequel il rejette leur échec sur Moscou. Dans ce rapport, le département d'Etat s'exprime avec une rudesse peu diplomatique à l'égard des façons de faire qu'il reproche aux Soviets.

John Lewis a ordonné aux adhérents du Syndicat des Mineurs américains en grève depuis 15 jours, de reprendre le travail le lundi 28 mars.

#### ----- AU CONSEIL ECONOMIQUE

Les Conseillers économiques ont adopté, en fin d'après-midi, par 96 voix et 35 abstentions (CGT) avec de légères modifications, les recommandations formulées par la Commission des transports en vue de favoriser le développement du tourisme en France. Auparavant, par 56 voix contre 53, les Conseillers avaient approuvé un amendement de M. Duré préconisant pour le développement du tourisme social un relèvement du pouvoir d'achat. Le rapport de M. Liénart contenait déjà de nombreuses suggestions pour l'encouragement du tourisme populaire, notamment la création d'une carte de tourisme populaire permettant d'obtenir des réductions dans les centres de séjour et l'aménagement de lieux d'hébergement plus économique que les hôtels, aussi bien pour les familles que pour les jeunes.

Demain, le Conseil Economique examinera un projet de résolution relatif à l'évolution de certains prix agricoles et industriels présentés par M. Ducros.

#### ----- LA JOURNEE SOCIALE

---- Les quatre Fédérations de la METALLURGIE, CGT, CFTC, FO, CGC, ont examiné la réponse patronale concernant la libre discussion des salaires dans le cadre de la convention collective nationale. Cette réponse se retranche derrière la loi qui n'a pas été abrogée. Les Fédérations se réuniront à nouveau mardi prochain.

La Fédération cégétiste des METAUX, qui avait son siège dans l'immeuble de la CGT, rue Lafayette, s'installe dans un immeuble qu'elle vient d'acheter, avenue Velasquez, près du Parc Monceau.

---- A AIR FRANCE, les élections des délégués du personnel (direction, sédentaires, bureaux divers) ont donné les résultats suivants : 19 élus au Cartel des Trois (CFTC, FO et Autonomes); 9 à la CGT.

Un mouvement de grève a été déclenché parmi le personnel des Ateliers de chaudronnerie et de mécanique à l'Aérodrome du Bourget. Le nombre des grévistes est de 500 sur un effectif de 1500.

A l'aérodrome d'ORLY, un mouvement semblable a été déclenché, qui compte 2200 grévistes sur 2800 travailleurs. Le trafic aérien a été normal.

---- La SNEP a envoyé une lettre de licenciement aux employés de l'imprimerie de la Rue du Louvre. La lettre indique que la totalité des locaux actuellement partiellement occupés par l'Humanité et par Ce Soir, sera louée au Parti Communiste. L'actuel directeur de la SNEP est Joly, ancien secrétaire des clicheurs, syndicat comportant 95 % de communistes. En louant les locaux de la Rue du Louvre au Parti communiste, Joly fait ainsi une double opération : il permet le regroupement des bureaux de Ce Soir et de l'Humanité dans un même immeuble et il licencie, aux frais de la SNEP, les employés en grande majorité non communistes de l'imprimerie de la Rue du Louvre.

---- La fédération F.O. des PTT a décidé une manifestation d'avertissement pour lundi 28 mars, consistant en la suppression de la première distribution postale à Paris et dans les grands centres.

---- Arrêt de travail chez 2500 ouvriers et ouvrières des CUIRS & PEAUX de l'agglomération lyonnaise, pour obtenir satisfaction à certaines revendications, notamment en ce qui concerne la signature des conventions collectives.